



TEXTILE

• LA MÉTAMORPHOSE D'UTEXAFRICA

L'industrie textile se porte mal en RD Congo. Sur les sept entreprises en activité il y a quinze ans, seulement trois existent encore. Parmi elles, deux sont moribondes. Ces sociétés, qui ne représentent aujourd'hui que 10% du marché national, souffrent essentiellement de la concurrence du secteur informel.

Très prisés des femmes congolaises, les pagnes ne sont presque plus fabriqués localement. Et pour cause, les tissus imprimés en provenance de Chine et du Sud-Est asiatique inondent le marché. "Il y a cinq ans, le pagne fabriqué en Chine était de mauvaise qualité, mais, ce produit est aujourd'hui semblable au notre voire supérieur", reconnaît Albert Yuma, l'administrateur directeur général de la principale industrie textile du pays, **Utexafrica**. D'autres produits haut de gamme comme les wax hollandais et anglais sont également importés. Ceci n'a pas changé depuis des lustres.

En 2002, Utexafrica a signé un accord avec le gouvernement et a tenté de reprendre sa place sur le marché, mais cela n'a pas fonctionné. Entre 2002 et 2003 la production du tissu en coton et celle du tissu imprimé ont baissé respectivement de 62,3% et de 22,6% en RD Congo. Et ce, en raison d'une concurrence déloyale des produits similaires importés d'Asie souvent sans droits de douane et distribués via le marché informel. "Nous avons tout essayé pour éviter les importations frauduleuses, allant jusqu'à réduire notre marge, mais cela n'a pas suffi", explique Albert Yuma.

Et d'ajouter qu'il faudrait fiscaliser le secteur informel. Ou plutôt défiscaliser le secteur formel. C'est ce que les responsables d'Utexafrica tentent d'obtenir de la commission économique et financière du gouvernement. Celle-ci a donné son accord de principe. Mais cinq mois plus tard rien n'a encore été formalisé. Les sociétés demandent une exemption totale pour le secteur textile sur une période de deux ans. Leur requête porte notamment sur la suppression des droits d'entrée pour les matières premières, de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la contribution sous forme de taxe au Fonds de promotion industrielle. L'objectif est de rendre compétitifs les produits fabriqués localement. D'autres acteurs du secteur proposent notamment une protection plus forte du marché congolais afin de relancer l'industrie locale.

Parallèlement à la demande introduite auprès du gouvernement, Utexafrica a conçu un énième plan pour relancer sa production et reconquérir les parts de marché perdues face aux produits importés. Les temps sont durs pour la filiale du groupe belge Texaf, présente en RD Congo depuis 1924. Utexafrica, qui

employait 15 000 personnes il y a une dizaine d'années, a vu ses effectifs tomber à 1 700 travailleurs. Au siège de la société, adossé au fleuve Congo, dans la commune de Ngaliema, les deux administrateurs directeurs généraux, Albert Yuma et Jean-Philippe Waterschoot, chargé de la production, présentent sans emphase le projet de métamorphose d'Utexafrica. Le ton du tandem belgo-congolais est grave. Et pour cause, c'est certainement le plan de la dernière chance.

A Utexafrica, on croit enfin tenir la solution pour sauver l'entreprise. En effet, après plusieurs mois de "réflexion stratégique" et de négociation, les actionnaires belges ont proposé un accord de joint-venture au groupe chinois **CHA Textiles**. Celui-ci est déjà présent en RD Congo à travers sa filiale **Congo Textiles Printings (CTP)** qui a acquis les actifs de CPA, une société de production de wax à l'arrêt depuis 1994. Pour les Chinois, cet accord est un moyen d'accélérer leur implantation dans l'ex-Zaïre. Ces derniers ont déjà installé 8 usines en Afrique, qui emploient 15 000 personnes et produisent 15 millions de mètres de tissus par mois. CHA Textiles dispose également d'un réseau de 40 points de ventes. En ayant comme allié le leader du wax africain, les Belges espèrent ainsi changer la donne en RD Congo et jouer les premiers rôles.

Les deux partenaires ont entrepris de constituer **Congotex**, une société congolaise, dans l'intention notamment de relancer la production

>> Vers une relance de la filière coton ?

La crise de la filière coton en RD Congo a conduit **Texaf** à mettre en veilleuse trois de ces filiales spécialisées dans le ramassage et le traitement de l'or blanc. Il s'agit de la **Cotonnière du Lac** à Uvira, de la **Compagnie cotonnière** à Kongolo et de la **Cotonnière du Kasai-Maniema** au Kasai. Cette filière est aujourd'hui menacée. La RD Congo, qui a compté jusqu'à 100 000 cotonculteurs, ne produit plus grand-chose. L'an dernier, la filiale de Texaf spécialisée dans la filature, le tissage et l'impression n'a reçu que 20 tonnes de ses fournisseurs locaux.

Pour ses approvisionnements en matières premières, Utexafrica a désormais recours aux importations en utilisant le port de Matadi qui est, d'après Albert Yuma, l'un des plus chers au monde. Difficile dans ces conditions d'être compétitif. La situation était pire il y a trois ou quatre ans. Il fallait en effet plusieurs jours pour transporter le coton de Matadi à Kinshasa en raison de l'état catastrophique de la route. Aujourd'hui, la situation s'est nettement améliorée sur ce trajet de plus

de 300 km. Les travaux ont été réalisés par une entreprise chinoise. Le parcours se fait désormais en quelques heures. Mais, l'intérieur du pays est encore délaissé. "Les coûts d'évacuation du coton sont faramineux", se lamentent M. Yuma. Et d'ajouter qu'Utexafrica a dû faire venir une fois par avion le coton du Kasai Oriental, faute de routes praticables. Le Bureau central de coordination (Bceco) a lancé un d'appel d'offres pour la relance de la filière coton en RD Congo. Les productions congolaises comptaient jadis parmi les meilleures du continent. Et ce notamment grâce aux recherches entreprises par l'**Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (Inera)**. "Il faudra cinq ans pour reconstituer la filière", soulignent les experts. Mais cette relance sera vouée à l'échec si les routes de desserte agricole et les routes rurales restent en l'état. Leur réfection est l'une des conditions pour obtenir une matière première locale bon marché.

F.K.

de wax en RD Congo. Les effectifs devraient au départ se monter à 710 personnes. Ils atteindront 2 000 à l'horizon 2010. Utefrica apportera à la nouvelle société sa branche d'activité textile. "Ces apports d'actifs et de passifs textiles excluent les actifs immobiliers mais également les dettes envers Texaf qui s'élèvent à 30 millions d'euros au 31 décembre 2003", peut-on lire dans un communiqué publié fin avril. De son côté, le groupe chinois mettra dans le pot commun l'ensemble des actifs de CTP. "Outre ces actifs, le groupe CHA apportera \$ 2 millions à Congotex, dont \$ 1 million en augmentation de capital. Ces apports vont de pair avec un renforcement du management et plus particulièrement de la gestion commerciale et technique".

Aux yeux de certains observateurs, cette opération s'apparente à une cession de l'entreprise qui ne dit pas son nom. Le tandem belgo-congolais se défend pourtant de vouloir se débarrasser à terme de l'activité textile du groupe. "Ce n'est pas une vente, le projet vise plutôt à pérenniser l'activité textile en RD Congo", explique M. Waterschoot. Avec 35% du capital,

Utefrica sera l'actionnaire majoritaire de Congotex. Les Chinois détiendront directement quelque 30% et indirectement 17,5% à travers CTP. Le reste du capital est réservé à un partenaire financier qui devra apporter \$ 1 million pour une participation à hauteur de 17,5%. Les deux partenaires prévoient également d'emprunter à terme \$ 4 millions supplémentaires qui serviront à financer le coût de la concentration de la production du pagne et du wax au siège actuel d'Utefrica.

Utefrica espère ainsi élargir sa gamme de produits. Mais cette relance escomptée du marché formel ne se fera que si le gouvernement prend de son côté certaines dispositions réclamées par Utefrica : une exonération de trois taxes pendant une période de deux ans. C'est aussi la condition de l'exécution de l'accord de joint-venture. Selon les responsables d'Utefrica, ces points sont à mettre en œuvre dans un délai de six mois. « La balle est dans le camp du gouvernement congolais », lance Jean-Philippe Waterschoot. Ce délai doit également permettre le bouclage financier du projet. **Congotex** projette de mettre sur pied une

structure de distribution textile, CTD Congo, dont l'actionnaire majoritaire (51%) sera le groupe CHA.

L'accord de joint-venture prévoit la création d'une seconde société de droit congolais dénommée Immotex. Elle sera détenue à parité par Utefrica et CTP, filiale à 80% du groupe CHA. L'apport de deux partenaires se fera en biens immobiliers. Pour Utefrica, ce seront les immeubles qui abriteront les activités de Congotex et pour CTP, l'ensemble de ses biens immobiliers.

En trouvant une solution aux problèmes structurels de sa filiale, Texaf espère ainsi "libérer des moyens afin de développer de nouveaux projets en RD Congo". "Texaf n'a nullement l'intention de quitter le pays", souligne-t-on au siège de sa filiale congolaise. Les Belges projettent en effet de lancer un fonds d'investissement qui pourrait être abondé à hauteur de 20 millions d'euros. "Il faudra ensuite trouver des projets structurés et qui tiennent la route", espère Jean-Philippe Waterschoot.

F.K.

>> Regain d'activité pour certains secteurs

Bien avant les deux guerres de 1996 et 1998, l'industrie congolaise a d'abord subi les pillages de 1991 et 1993. A la différence de la guerre qui a touché davantage l'Est et le Nord-Est que le reste du pays, les pillages ont été plus généralisés. Ils ont toutefois eu plus d'impact sur Kinshasa car beaucoup d'entreprises y sont implantées. Certaines d'entre elles ne s'en sont jamais remises. Presque toutes ont perdu leur outil de production. C'est notamment le cas du constructeur américain General Motors qui avait une unité d'assemblage de véhicules. Il n'a jamais réouvert. Quelques sociétés de l'industrie manufacturière ont survécu à ces événements. D'autres ont repris leurs activités plus tard.

Après plusieurs années de régression, beaucoup de sociétés connaissent toutefois un regain d'activité. Et ce depuis 2002. C'est notamment le cas des brasseurs, **Bralima** et **Bracongo**. La production de bière a bondi de 12% entre 2002 et 2003 et celle de boisson gazeuse a progressé de 26,8%. Liée à l'activité des brasseurs, la fabrication de bouteilles est aussi orientée à la hausse (29,4%). Après la reprise des activités de la société **Marsavco**, trois produits ont affiché un accroissement important en 2003 : le savon (316,8%), la margarine et la graisse (302,5%) et l'huile de table (228,7%). Cette progression s'explique aussi par l'approvisionnement régulier en intrants.

Autres productions en hausse par rapport à 2002 : l'oxygène (52,1%), l'emballage métallique (27,1%), le rasoir (26,8%), le stylo à bille (17,9%) et l'acétylène (31,8%). La fabrication de cigarettes et celle de bouchons couronne ont presque stagné en 2003 (0,7%). La farine de froment a affiché, l'an dernier, une augmentation de la production de 75,2% par rapport à 2002. La fabrication de sacs plastiques a aussi le vent en poupe (12%), ce qui commence déjà à poser des problèmes d'environnement à Kinshasa, faute de ramassage. La reprise du secteur de la construction et de l'activité économique a permis une hausse de la production du ciment d'un quart par rapport à 2002. Basée dans le

Bas-Congo, la **Cimenterie de Lukala** (Cilu), une filiale du groupe **Forrest**, revendique environ 77% de la production congolaise. Elle a vu ses ventes progresser de 16% pour atteindre 236 107 tonnes en 2003 dont 27% vendues à l'étranger. Rappelons que près de 90% des ventes de ciment sur le marché congolais se font dans Kinshasa et ses environs. Les ventes ont également progressé à l'intérieur du pays, dans une moindre mesure au Kasai où le ciment congolais est concurrencé par des importations en provenance de Zambie. Egalement concurrencés par les importations, d'autres produits ont marqué une évolution à la baisse en 2003 : le sac de jute (-10,8%), la peinture (-42,5%), le tissu polyester (-2,8%). Quant aux chaussures, l'entrée massive de celles qui ont déjà été portées ailleurs vient concurrencer la production locale qui a fléchi de 45% par rapport à 2002. Malgré une année record pour la **Compagnie sucrière de Kwilu-Ngongo** dont la production a progressé de 16% à 73 600 t contre 63 187 t en 2002, le sucre a connu globalement une baisse de 15,2% entre 2002 et 2003. Installée dans le quartier de Kingabwa à Kinshasa, la société **Cobra Tyre Rubber** à capitaux majoritairement américains fabrique depuis une quinzaine d'années des pneus pour les voitures et les camions. Cobra emploie quelque 300 personnes et possède aussi deux plantations dans les provinces de l'Equateur et du Bas-Congo pour son approvisionnement en caoutchouc. Malgré les importations frauduleuses de pneus (surtout d'occasion) en provenance d'Asie ou d'Europe, le fabricant affirme avoir porté à 40% contre 30% précédemment l'utilisation de sa capacité installée. Il a dû baisser ses prix pour reprendre la production et recoller aux prix des produits importés. Cette politique agressive est aussi un pari risqué. "Le jour où il y aura en RD Congo des pneus deux fois moins cher et de meilleure qualité que les nôtres, nous serons morts", prédit le directeur général de Cobra, Jean-Léon Bonnechère. L'homme sait de quoi il parle. Il opérait auparavant dans l'industrie textile.

F.K.